

Redevenir FRANÇAIS

Mathieu Bock-Côté

Doctorant en sociologie, UQAM, auteur

de *La dénationalisation tranquille*,

Boréal, 2007 et codirecteur avec

Jacques Beauchemin de *La cité*

identitaire (Athéna, 2007).

Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*,

Fayard, 2007.

Leur affection naissante les poussait à se livrer, mais quelque chose de mystérieux les en retenait. Je compris qu'elles avaient toutes deux honte de leur milieu d'origine, mais la plus honteuse n'était pas celle qu'on aurait pu croire. Rachida n'était pas fière de la « téci », des trafics, de ces garçons analphabètes bilingues, en français comme en arabe, qui portent les murs, des filles voilées, des mères battues et craintives, des pères usés par le travail et plus encore par le chômage ; mais elle s'en était arrachée, mais elle avait déployé une énergie, une vitalité qui fascinaient Clotilde : mais surtout, elle « était la France de demain », convenaient-elles toutes deux. Et tout, passé millénaire, histoire épique, ancêtres glorieux et présent tumultueux, crainte de se perdre, de s'abandonner, de se dissoudre dans un magma étranger – devait s'incliner devant cet avenir radieux de la « France métissée » en train de naître sous nos yeux ébaubis.

Éric Zemmour, *Petit frère*

L'actualité nous confirme de plus en plus la crise dans laquelle s'enfoncent les sociétés européennes. Le sort de la France en est particulièrement exemplaire. De temps en temps, les banlieues brûlent et envoient le signal

d'une société à la veille de l'implosion, traversée par une guerre civile larvée, où les *no mans land* s'accumulent, où l'autorité de l'État est systématiquement transgressée par des factions ne se reconnaissant plus dans le destin national. À bien des endroits, ce sont les communautarismes qui ont délogé la souveraineté nationale, disqualifiée et souvent présentée comme une présence coloniale, étrangère, par des populations se désaffiliant de la France. Pourtant, dans les milieux qui se croient évolués, on se préoccupe d'abord de dédramatiser ces événements, ou d'en faire porter la responsabilité à un système accusé d'occulter la différence, de pratiquer une exclusion systématique où la discrimination inciterait périodiquement les populations « stigmatisées » à la révolte.

Pascale Dufour, professeur au département de science politique de l'Université de Montréal, au moment des émeutes des banlieues, à l'automne 2005, tenait dans *Le Devoir* un propos de cette nature sur la discrimination généralisée dont la France se rendrait coupable par rapport à ses immigrés. Je le cite tant il me semble résumer en quelques formules les lieux communs de la gauche radicale à propos de la société française. « *Que devient une démocratie quand une partie de ces citoyens est dans l'incapacité d'y pratiquer la démocratie ? Que reste-t-il comme moyens d'action et de protestation collectifs à des citoyens privés d'espoir, coincés dans des cités, sans médiation au sein de leur société ? Ne faudrait-il pas se poser la question du sens politique des actes de vandalisme commis au cours des dernières semaines ou, plutôt, du non-sens politique qu'ils portent ? La France va mal. Il est temps que les citoyens français fassent individuellement et collectivement leur examen de conscience. La République une et indivisible, la république laïque, la république des droits de l'homme n'est pas adaptée à la modernité parce qu'elle ne tolère pas la différence. Plus encore, elle refuse même de la penser. Tout comme l'analyse féministe nous a révélé l'existence, en France et ailleurs, d'un système de domination, le patriarcat, nous devons aujourd'hui considérer le racisme comme un problème systémique qui dépasse largement le problème des comportements individuels. Il existe des modes de relations entre les citoyens de ce beau pays qui, de manière systématique, organisent la mise à l'écart de certains au profit des autres. C'est vrai au travail ; c'est vrai à l'école ; c'est vrai dans la rue ; c'est vrai en politique* »¹. On invite alors la France à parachever sa décolonisation intérieure en se convertissant au multiculturalisme, désormais seule posture moralement compatible avec une philosophie publique devant s'ouvrir à la reconnaissance des « différences ». Ils sont nombreux d'ailleurs les censeurs qui sont là pour ouvrir un grand procès contre ceux qui risqueraient un témoignage critique sur une société vidée de ses raisons d'être, qui n'esthétiseraient pas non plus le déclin de leur patrie. C'est le constat même des conséquences négatives causées par le multiculturalisme qui est désormais proscrit de l'espace public, le discours officiel tâchant surtout de rendre désirable

ce qui ne l'est pas, dans une inversion délibérée du sens commun. Chaque fois, l'annonce est la même : la chasse au néo-réac est lancée. Là comme ailleurs fonctionne à plein régime la machine du politiquement correct qui criminalise une mise en scène de la réalité contredisant le sublime idéal d'une société sans aliénation, une société à la transparence égalitaire à laquelle les clercs du dernier siècle ont beaucoup rêvé, en en faisant payer le prix à tous. Louis Pauwels avait bien deviné cette étrange tournure d'esprit au moment des premières années Mitterrand. « *Chacun croirait faire honte à l'humanité en n'accordant pas du mérite au socialisme. C'est une maladie qu'on redoute. Mais nous avons appris à la conjurer en la nommant meilleure santé* »². On pourrait certainement dire la même chose du multiculturalisme, héritier de plus en plus reconnu de la philosophie progressiste qui n'en finit plus de se présenter comme l'horizon indépassable de notre temps.

Ne soyons toutefois pas injustes. L'alarme a plusieurs fois été sonnée par quelques vigilants. On ne sacrifie pas la référence à la nation sans affaiblir le sentiment national, ont-ils répété de tant de manières. D'abord par ceux qui espéraient contenir une vague démographique qui transformait en profondeur l'expérience historique française, certaines communautés immigrées étant bien moins solubles dans la nation que ne l'affirmaient les théoriciens de ce que l'on n'appelait pas encore le politiquement correct. Ce ne sont pas les vigies qui manquaient de courage mais les élites qui firent la grève du bon sens. Sans refaire en quelques phrases l'histoire de cette démission de la tête d'une société sous anesthésie idéologique, on peut néanmoins en rappeler un grand pan, soit la désolante déroute doctrinale de la droite républicaine qui sortira vidée moralement d'une première cohabitation où elle s'était pourtant présentée avec un solide programme politique mais qui se sera laissée intimider au point de se laisser envahir par une mauvaise conscience qui l'inhibe encore plus qu'elle ne le croit comme en témoigne la stratégie de « l'ouverture à gauche » mise de l'avant par Nicolas Sarkozy au lendemain de la présidentielle de 2007³. Plusieurs ont ainsi raconté l'histoire d'un conservatisme neutralisé consentant au basculement de l'espace public vers la gauche avec la normalisation de l'héritage soixante-huitard, d'autant plus que l'émergence du Front national aura vite confisqué et dénaturé la référence à la nation, qui n'aura survécu qu'à travers quelques poussées d'euroscpticisme exprimant un attachement légitime envers les formes traditionnelles de la souveraineté, dont de Gaulle aura certainement été le dernier protecteur légitime⁴.

Métissage, métissage, métissage ! Telle était la devise des cabris qui n'en étaient pas à une sottise près et qui n'ont jamais cessé de rêver à l'homme nouveau. Il fallut attendre le début des années 1990 pour que surgisse véritablement dans

l'univers intellectuel le problème du multiculturalisme, et cela, pas seulement en France mais partout en Occident. S'est vite posé ensuite la question suivante : comment renverser la dynamique de désintégration des nations occidentales, soumises aux poussées des corporatismes identitaires ? Comment incorporer les populations nouvelles à la réalité nationale, comment fabriquer des nationaux avec des étrangers qui étaient d'un tout autre profil culturel et sociologique que ceux provenant des précédentes vagues d'immigration ? Surtout, le multiculturalisme ne devenait-il pas la nouvelle utopie de la gauche eschatologique, le nouvel opium des intellectuels trouvant dans la déconstruction de la nation la nouvelle stratégie à privilégier pour qu'advienne un « autre monde possible » ? Cette hypothèse, d'une manière ou d'une autre, traversa les travaux de Pierre Manent, d'Alain Finkielkraut, de Marcel Gauchet, de Pierre-André Taguieff, de Philippe Raynaud et de tant d'autres qui se rapprochèrent à leur rythme de la question nationale, de plus en plus centrale dans la philosophie politique française⁵. La France n'allait plus de soi. Une histoire de la pensée française à partir des années 1990 sera nécessairement traversée par la controverse de la nation, de plus en plus explicitée comme cadre naturel de la démocratie et de la solidarité collective, comme l'aura d'ailleurs remarqué pour s'en désoler Serge Audier dans son récent réquisitoire contre la pensée anti-68⁶. Un livre, plus que les autres parvint à diagnostiquer la profondeur de la crise que traversait désormais la société française, entrée sans le savoir dans un nouvel âge idéologique : *Voyage au cœur du malaise français*. Dans cet ouvrage publié en 1993, Paul Yonnet avait analysé l'intoxication de la politique française par l'antiracisme. À travers la genèse de SOS Racisme et de son effort pour faire succéder à « l'utopie marxiste » « l'utopie immigrationniste et l'idéologie antiraciste »⁷, Yonnet analysait un discours mettant en place une dynamique involutive incitant les communautarismes à s'imperméabiliser par rapport à la collectivité nationale, désormais privée d'identité et de souveraineté, au point même où il croyait faire le constat clinique de la « fin du roman national français ». Yonnet remarquait d'ailleurs que l'antiracisme avait moins pour vocation de lutter contre le racisme réel que de traduire le sentiment national dans le langage de l'intolérance pour mieux le décrier, puis le dissoudre. Recalibré comme arme de choc dans la guerre idéologique, le concept de « racisme » servait ainsi à exclure du domaine public la seule mention de l'identité nationale, pour de bon déclassée et réservée à l'extrême-droite qui capitalisa d'ailleurs sur ce monopole inattendu concédé par une intelligentsia bien heureuse de souiller pour de bon le vieux monde des appartenances historiques. D'ailleurs, le livre de Yonnet avait suscité une polémique à grande échelle dont *Le Débat* avait fait écho, où Michel Wievorka avait donné l'exemple en ne reconnaissant dans le dia-

gnostic qu'un symptôme de la « *lepénisation des esprits* », dans une de ces grandes manœuvres rhétoriques dont a le secret la démonologie antifasciste⁸.

Un quart de siècle après l'explosion de l'antiracisme idéologique, il semble bien que le climat intellectuel ne se soit pas amélioré : pire, il s'est abîmé, comme le constate Ivan Rioufol dans *La fracture identitaire*, son nouveau livre consacré à la crise du multiculturalisme français. Journaliste au *Figaro*, Rioufol est déjà l'auteur de plusieurs livres⁹ où il développe avec constance une critique de l'air du temps, un peu à droite du centre-droit, dans la tradition du libéralisme conservateur à la française, dont Marc Crapez disait le plus grand bien dans sa *Défense du bon sens*. Un libéralisme conservateur qui pourrait être l'autre nom d'une droite décomplexée ne cherchant pas toujours à plaire à la curie progressiste et à ses cardinaux. Chaque semaine, dans le *Bloc-notes* dont il est titulaire, Rioufol décrypte l'actualité en y reconnaissant autre chose que le grand récit du meilleur des mondes que nous préparent nos progressistes. Ses lecteurs devinaient aisément que s'ajouterait bientôt à son œuvre une défense en bonne et due forme de l'identité nationale, de l'identité française, à la fois contre ses censeurs et contre ceux qui n'osent plus l'assumer de peur de déplaire aux premiers. Une société se désagrège par crises successives et Rioufol nous propose ici l'analyse d'une nation en fin de parcours qui pourrait bien, « *avant la fin du XXI^e siècle, n'être plus qu'un tampon administratif et un État additionnant des communautés claquemurées dans des territoires préservés* »¹⁰. Ni pamphlet ni étude savante, son livre, qui actualise partiellement la critique déjà formulée par Christian Jelen dans *La France éclatée*¹¹, prend plutôt la forme d'un essai fort bien mené qui analyse en les documentant les facettes nombreuses d'une société dévitalisée par une idéologie mortifère. Rioufol prend le pouls de la société française en constatant bien que le corps social connaîtra bientôt des convulsions incontrôlables et de plus en plus fréquentes. C'est pour dire la vérité sur l'accélération d'une crise de moins en moins rattrapable politiquement que Rioufol a écrit cet essai. Car « *la tentation est grande d'ignorer ou de sous-évaluer les signes d'une civilisation en crise* ». L'enjeu est massif : « *assurer la préservation de l'identité française, héritière de 2000 ans d'histoire* »¹². En fait, tout serait « *déjà en place pour que cette future nation-macédoine se disloque, demain, sous l'effet d'un possible choc de cultures qui a eu raison du Liban, ce modèle multiculturel qui nous fit tant rêver* »¹³. Scruter l'avenir d'une société n'est jamais facile, encore moins son avenir le plus sombre, mais une méthode moins mauvaise que d'autres pour y parvenir consiste à s'intéresser à l'école et à ce qu'on y enseigne. Sans surprise, Rioufol commence d'ailleurs son enquête en se questionnant sur le détournement de l'école, désormais conscrète par l'idéologie dominante pour défaire la France en refusant d'y inscrire son empreinte dans l'esprit des jeunes générations. Au

nom de l'égalitarisme pédagogique tout azimuts qui refuse de distinguer les meilleurs pour ne pas heurter la sensibilité des moins doués, on ne transmettra plus les exigences de la culture pour plutôt miser sur l'expression de la personnalité des « jeunes » qu'on ne cherchera plus à élever non plus qu'à instruire. Mais cette javellisation de la culture servira en fait à en transmettre une nouvelle, fabriquée dans les laboratoires du multiculturalisme. Les marxistes l'avaient compris, il y a certaines vertus à généraliser l'inculture dans un peuple : on le dispose ainsi à se faire gaver par une religion compensatoire. L'utopisme commence toujours par la table-rase. Ainsi, si l'école ne transmet plus la culture nationale et se laisse aller à l'air du temps, ce sera pour mieux transmettre une inversion de la culture nationale, faite pour « défranciser » les jeunes générations. Plus on avancera dans l'école française, moins on aimera son pays, moins on lui appartiendra, plus on lui adressera de griefs. À l'école française, on apprendra d'abord la haine de soi, de la France et de l'Occident. Anti-nationalisme, anti-américanisme, anti-occidentalisme, ces trois notions seront au cœur de la nouvelle pédagogie progressiste. Un apprentissage paradoxalement placé sous le signe d'une éducation à la citoyenneté où « [les manuels] *en appellent encore, pour nombre d'entre eux, à la dialectique de la lutte des classes dans laquelle l'immigré est assigné à son nouveau rôle de damné de la terre* »¹⁴. On ne s'en surprendra pas tant la notion de citoyenneté a depuis un bon moment été détournée pour désormais désigner le type d'appartenance devant tenir politiquement un « vivre-ensemble » post-national. Une conscience collective programmée selon le logiciel droit-de-l'homme est en gestation dans une école appelé parachever « *l'effacement progressif d'une part de l'identité française qui a pour socle la langue, l'histoire, la littérature* »¹⁵. Dévaluant à la fois les connaissances et l'identité nationale, l'école française militera contre la France en diffusant dans tout le corps social le virus de la mauvaise conscience culpabilisante qui assure la neutralisation du sentiment d'appartenance à la nation. L'école parviendra à tout le moins à déconstruire le peuple réel, à le déréaliser en enrayant en profondeur le processus de transmission par lequel il assure ce que Julien Freund appelait sa quatrième dimension collective : sa durée.

Mais s'il y a crise de l'école, c'est qu'il y a d'abord une crise plus généralisée de la transmission de l'identité nationale, évidée de sa réalité pour qu'advienne une définition aseptisée de la France, conforme à l'idéalisme onusien dont se réclament tous les disciples de la transparence égalitaire qui n'en finissent plus de rêver à l'éradication du vieux monde historique où tout n'était pas sous le contrôle des technocrates experts en diversité. Si l'école donne l'allure d'une mécanique enrayée, sans verticalité, sans autorité, c'est parce que la conscience nationale elle-même a intériorisé l'idéal pénitentiel d'un Occident repentant, où

chaque société devrait faire de grandes fouilles dans sa mémoire collective pour y trouver toutes les traces de sa culpabilité dans son rapport à l'autre, à la différence. Pascal Bruckner avait déjà soulevé ce problème en parlant du sanglot de l'homme blanc et Jacques Ellul, plus brutalement, d'une trahison de l'Occident par ses intellectuels¹⁶. Rioufol fait aussi sienne cette analyse et voit le signe de cette manie pénitentielle à travers le tic commémoratif de la France officielle, qui n'en finit plus de battre sa coulpe en plaidant coupable à tous les procès en xénophobie qu'on lui fait, « *comme si la culture nationale ne savait décidément produire que ces horreurs* »¹⁷. Toutes les sociétés sont invitées à se trouver un crime capital, à partir duquel interpréter son parcours. Au Québec, la grande noirceur est là pour cela, d'autant plus que les héritiers du trudeauïsme n'ont jamais hésité à faire du régime de Duplessis l'incarnation locale des fascismes européens de l'époque. En France, c'est la centration exclusive de la conscience nationale sur la mémoire de la deuxième guerre mondiale, elle-même réduite au régime de Vichy et aux impardonnables exactions dont il s'est rendu coupable. Pour la punir de ses fautes, il faudrait dénationaliser la France. C'est ce qu'on pourrait appeler la méthode BHL, faite pour assurer la fascisation conceptuelle de ceux qui ne s'inclinent pas devant les totems progressistes. Une telle méthode disqualifiant le sentiment national en le rabattant sur une généalogie criminelle était encore récemment au cœur d'un petit essai de Gérard Noiriel, *À quoi sert l'identité nationale*, qui au nom de la vigilance historique et d'un usage « approprié » des références à la mémoire française, aura cherché à frapper d'un interdit définitif tout appel à l'identité française. Ainsi, l'identité nationale ne serait rien d'autre qu'une notion coupable dont « *l'une des principales fonctions [serait] d'occulter les inégalités sociales* »¹⁸. L'appel à la nation serait d'une manière ou d'une autre l'appel à la race, à une définition ethnocentrique de la citoyenneté trouvant sa place dans la longue histoire de l'intolérance européenne. À la suite de Noiriel, d'autres historiens procureurs feront un procès en fascisme à une droite se réclamant sans complexe de l'identité française¹⁹. Le nationalisme ordinaire mobilisé par Nicolas Sarkozy serait directement l'héritier des persécuteurs de Dreyfus. Maurrassien ! Barrésien ! Pétainiste ! Fasciste ! Sans se lasser, la gauche radicale s'amuse dans une comédie-à-se-faire peur où la lutte à l'intolérance permet de remplir de belles grandes chaudières de sueurs froides idéologiques. Dans chaque capitale occidentale, l'humour inquisitrice des mondains est partout la même : « *ceux qui sonnent le glas d'un pays qui se laisse dépouiller de son âme sont accusés d'être xénophobes, affabulateurs ou déclinistes par des donneurs de leçons qui se sont si souvent trompés* »²⁰. Ivan Rioufol n'a pas tort de se tenir droit devant l'inquisition idéologique qui ne lui veut certainement pas de bien.

Jean-Paul Rioux aura récemment frappé une formule forte de vérité : « *la France perd la mémoire* »²¹. Rioufol fait lui aussi ce constat. « *En réalité, une société post-nationale est en train de s'édifier sur un trou de mémoire* »²². Orwell a laissé cette leçon parmi quelques autres : celui qui détermine le texte d'une conscience historique est le maître des temps présents. Qui contrôle le passé contrôle le présent, qui contrôle le présent contrôle l'avenir. Désinvestie de son identité et de son histoire, la France n'est plus qu'une page blanche où tracer de nouveaux plans, absolument conformes à la religion multiculturelle. Car le trou de mémoire laisse un vide vite rempli par le grand récit soixante-huitard qui parvient à prendre sa place, pour être ensuite martelé par l'intelligentsia spécialisée dans la contrefaçon idéologique. Un détail toutefois, demeure difficile à escamoter : le peuple. Or, que répète le peuple ? Que l'immigration doit se penser à partir des capacités d'intégration de la société d'accueil, que le multiculturalisme intègre mal, que la France est en déroute chez elle et les Français de plus en plus en exil dans leur propre pays. Mais pour les « *élites françaises déconnectées des gens* », rien n'est plus désuet que la nation. Tout devrait désormais se calquer sur les quartiers branchés du village global fréquentés par les parvenus du cosmopolitisme sophistiqué. De là les poésies d'enfant d'école sur l'ouverture au monde. C'est pour cela qu'on célèbre tant l'Europe, suggère Rioufol : parce qu'à la manière d'un grand vide politique prêt à se remplir d'une utopie pour prendre vie, elle incarne la promesse d'un homme nouveau, dépris de ses appartenances, de son histoire. Nulle difficulté, alors, à comprendre le refus bien net de reconnaître l'héritage chrétien de l'Europe quand vient le temps de la constitutionnaliser. Une nouvelle civilisation devrait naître du mélange des peuples et des cultures, dans un grand bazar universel où deux mille ans d'histoire de France seront brocardés pour qu'advienne l'Europe métissée. Devant une si belle exigence, la France doit s'effacer, répètera le mondain disertant avec les siens des vertus du cosmopolitisme, de la beauté des identités multiples. On en verra même se réjouir, nous apprend Rioufol, d'avoir vu des drapeaux algériens, puis marocains et tunisiens, accueillir la victoire de Jacques Chirac, au lendemain de la présidentielle de 2002, sous le regard surpris de son épouse, plus vieille France que lui. L'essentiel est là : il n'y a plus pour les peuples européens de chez-soi.

Rioufol vise juste, très juste. La gauche radicale n'a pas renoncé à accoucher de l'homme nouveau et mise désormais sur l'immigré pour l'incarner. Il faudra donc censurer toute critique de l'immigration, désormais bonne en soi, nécessaire et souhaitable, fatale et bienheureuse²³. Quitte à nier la réalité si nécessaire. C'est ce que Rioufol critique en parlant de « *la désinformation sur l'immigration* ». Rioufol voit bien la chose et parle du politiquement correct comme d'un « *méca-*

nisme de déni des réalités »²⁴ qui empêche d'enregistrer certains ratés de l'immigration réelle pour célébrer plutôt une immigration idéale, porteuse des métissages les plus féconds. C'est encore une fois le signe de « l'idéologie anti-raciste [qui] interdit tout jugement autre que positif sur les minorités »²⁵. On sous-estimera le nombre d'immigrés en France et sa proportion dans l'évolution démographique du pays. On truquera s'il le faut les statistiques en radicalisant la neutralisation administrative du réel. Désormais, il ne sera plus permis de débattre politiquement de la question de l'immigration, trop sensible pour ne pas être soustraite à la souveraineté populaire. Vite, les grands prêtres au service de la religion multiculturelle diaboliseront les malheureux aventurés dans cette zone interdite de l'espace public : celle d'où l'on peut apercevoir la réalité. Dans un autre contexte, Jean Sévillia a parlé de terrorisme intellectuel en écrivant très justement que « tant d'énergie déployée contre un fascisme illusoire n'a pour fonction que de préserver l'héritage idéologique dont les élites sont dépositaires, leur utopie d'un univers sans contraintes et sans barrières »²⁶. La formule convient parfaitement pour désigner les procédés des cerbères du système idéologique dominant quand vient le temps de mettre en procès les observateurs lucides des utopies administrées de force à ceux qui n'en veulent pas.

Il ne s'agit évidemment pas de fermer les frontières et Rioufol n'hésite pas non plus à dénoncer ceux qui ont instrumentalisé les problèmes causés par l'immigration pour mettre de l'avant des idées extrémistes, incompatibles avec le libéralisme indispensable d'une démocratie ouverte. L'histoire du monde est pleine de ces sociétés closes qui ont fini par asphyxier en se vouant à un culte excessif du même, de l'identique. Le métissage des hommes et des femmes n'a jamais été un problème et ne le sera pas tant qu'il ne deviendra pas une directive administrative, une exigence politique. Rioufol y va même de très belles pages sur certaines réussites de l'immigration où le sentiment national est porté de manière exemplaire par des femmes, jeunes et moins jeunes, admiratives de l'espace de liberté pour les uns et les autres dont a accouché l'universalisme occidental. Mais entre l'immigration zéro et l'immigration sans contraintes se situe un éventail de possibilités à explorer, qui réintègre la question de l'immigration dans un calcul politique ne reproduisant pas les seules formules du mondialisme humanitaire. Rioufol pose la question clairement en se demandant pourquoi « subsistent encore des réticences à l'idée de remettre en cause l'immigration de masse, ne serait-ce que pour prendre le temps nécessaire à l'intégration attentive des populations déjà présentes sur notre sol »²⁷. D'autant plus que le problème du multiculturalisme en France est d'abord celui de l'islamisation de l'Europe²⁸. C'est un nouveau continent qui prend forme par la loi d'airain de la démographie avec le transfert massif de populations emplissant le vieux monde d'un nouveau substrat iden-

titaire qui transforme en profondeur la culture européenne. À moins d'être un naïf ou de mauvaise foi, on conviendra qu'une Europe peuplée massivement de populations musulmanes n'aurait plus grand-chose à voir avec l'Europe historique et qu'il n'y a rien d'islamophobe ou de raciste à le constater. Seuls des esprits traversés de part en part par l'idéologie refuseront de reconnaître que, si l'Islam peut évidemment trouver sa place dans une société occidentale lui donnant l'occasion de moderniser son culte en le laïcisant, son incorporation à l'identité nationale ne va aucunement de soi et exigera une prudence dans l'agir politique qui n'a pas toujours jusqu'ici caractérisé les élites politiques et intellectuelles. Toutes les cultures ne sont pas également faciles à fondre l'une dans l'autre, surtout quand un nombre élevé d'immigrés déjà bien organisés sur le plan communautaire vient limiter les avantages à prendre le pli de la société d'accueil. Toutes les vagues d'immigration ne sont pas également solubles dans une société d'accueil, quoi qu'en pensent certains historiens et sociologues qui se croient en droit d'épingler l'étiquette d'islamophobe ou de raciste à ceux qui ne pratiquent pas l'utopisme intercommunautaire. Toutes les rencontres culturelles n'accouchent pas d'une fécondation certaine et la diffusion de l'islamisme sur le vieux continent est là pour nous rappeler que les immigrés, pour s'assimiler, ne doivent pas disposer dans leur société d'accueil de communautés si larges que sont neutralisés les avantages de participer progressivement à la vie nationale, pour s'y fondre. Deux cultures qui se rencontrent peuvent bien souvent s'entrechoquer, au point d'enclencher une dynamique de morcellement d'un pays où les communautarismes se désaffient consciemment ou non de la nation, comme en témoigne depuis quelques années l'action des Indigènes de la République, qui en appellent à la décolonisation intérieure de la France qui devrait désormais renoncer explicitement à son identité pour accueillir sans filtre celles de communautés revendicatives quelquefois portées par un esprit revanchard animé par certaines légendes noires à propos de l'histoire coloniale française²⁹.

Devant l'islam radical, ils sont nombreux à chercher les « accommodements ». Ces derniers sont innombrables, partout en Europe. Ils sont autant de premiers pas laissant craindre à la reddition d'une civilisation, « *préalable à la disparition en douce – l'affaire d'une longue vie d'homme – d'une culture assoupie* »³⁰. Ivan Rioufol nous propose d'ailleurs une chronique de ces accommodements que les commissaires au service de l'idéologie pluraliste diraient probablement raisonnables, dont la querelle des caricatures danoises aura été emblématique. Ce n'est pas seulement l'identité des peuples que compromet le multiculturalisme mais aussi la liberté d'opinion et la démocratie libérale. Bruce Bawer, dans un essai portant justement sur la tentation démissionnaire d'une Europe

qu'il compare à la République de Weimar, aura aussi fait une chronique au quotidien de cette métamorphose culturelle où la France et les autres pays du vieux monde apprennent l'autocensure de peur de dire des choses qui pourraient choquer certaines communautés³¹. Rien n'inquiète plus les Européens que de se rendre coupable d'*insensitivity*, comme le disent les anglo-saxons, comme si la simple vexation d'une partie de la population immigrée risquait d'animer un pays de secousses violentes ou d'émeutes, ce qu'ont répété bien des figures illustres de l'intelligence européenne dans leur défense timorée de Robert Redeker. Plus le réel est voilé, plus l'intelligentsia se laisse aspirer dans le grand fantasme intercommunautaire où la censure des uns serait la contrainte indispensable à l'hégémonie des autres. Walter Laqueur incitait ainsi récemment l'Europe occidentale à une politique d'apaisement qui lui permettrait de s'épargner de nouvelles secousses historiques³². Mieux vaut l'Europe décadente que les risques d'un redressement national, écrira Laqueur, en invitant les sociétés européennes à s'acclimater à une nouvelle réalité, où leur culture n'en sera plus qu'une sur deux, et pas nécessairement la plus dynamique. C'est à une authentique inversion du devoir d'intégration que nous assistons quand un pays cède devant « *ceux dont le désir d'être reconnu a remplacé le sentiment de reconnaissance* », écrit Rioufol. Il suffit de penser au « rap français », à Diams ou Monsieur R pour se convaincre de la justesse de ce diagnostic, tant cette forme « d'art » est une authentique forme de propagande haineuse contre la nation d'accueil, où des « artistes » insultent la France et disent vouloir lui « pisser au visage » sans que les bienpensants si prompts à détecter du racisme dans la moindre expression d'un conservatisme débonnaire aient trouvé quoi que ce soit à redire envers eux. C'est moins la différence que la concurrence communautaire qui affirme sa prédominance sur un territoire soumis à la table rase et désormais disponible pour l'expérience multiculturelle. Les symboles religieux ostentatoires qui créent avec raison tant de méfiance parmi les sociétés occidentales sont bien souvent moins le signe d'une spiritualité profonde qu'un marqueur de désaffiliation sociale qui témoigne de communautarismes plastronnant politiquement leur refus de la société d'accueil.

Encore une fois, Rioufol exprime sa dissidence envers la fausse sagesse des néo-munichois qui consentent pour de bon à la dissolution du vieux monde, à sa reprogrammation multiculturelle. La France est une nation qui doit se défendre, répète-t-il de plusieurs manières. La nation n'est pas qu'un milieu de vie non plus qu'une destination touristique mais bien une communauté historique disposant d'une pleine existence politique et pouvant pour cela exiger de ceux qui la rejoignent de réels sacrifices identitaires, pour apprendre à devenir Français. On n'assumera pas l'identité nationale sans décomplexer l'usage

de la souveraineté en restaurant cette thèse simple : le corps politique n'est pas un grand club social-démocrate où chacun aurait un droit à être admis au nom de je ne sais quelle convention administrative onusienne qu'une langue pompeuse a classé sous le signe du « droit international ». Il n'y a rien de beau à l'indifférenciation humaine. Ce n'est pas seulement une question rhétorique que pose alors Rioufol : « *que reste-t-il, à terme, de l'État et de ses citoyens quand une nation est sommée d'accueillir qui veut entrer, et quand rien ne distingue plus celui qui est dans la cité de celui qui n'est que son hôte* »³³. La condition même de l'existence d'un peuple consiste à pouvoir accoupler son identité à une citoyenneté donnée, l'une et l'autre se traduisant dans une communauté politique forte susceptible d'incarner un destin. « *En réalité, l'identité française ne peut continuer à s'épanouir que dans la nation, cette société naturelle qui s'identifie dans la patrie et que les élites jugent trop volontiers obsolète* »³⁴. Mais on ne restaurera pas la nation sans d'abord en restaurer certains principes. Le pouvoir politique ne doit ainsi plus capituler devant les exigences tyranniques de certaines minorités qui n'en finissent plus de réclamer un droit à s'imperméabiliser contre les influences de la société qu'ils ont pourtant choisi.

La politique, ce sont des idées, écrivait Thibaudet. Rioufol ne le contredirait certainement pas, lui qui suggère d'abord de rompre avec le multiculturalisme idéologique avant d'envisager quelque redressement national que ce soit. « *La première urgence est de rejeter clairement le multiculturalisme. Il est une menace pour la nation qui a besoin d'une culture propre pour exister* »³⁵. Il n'a certainement pas tort d'ajouter que « *l'endoctrinement éducatif, la culpabilisation des consciences, la capitulation des élites, le déni des réalités, l'amnésie collective et l'endormissement des vigilances* »³⁶ y sont pour beaucoup dans les avancées du multiculturalisme. C'est une vraie guerre culturelle qui se mène autour de la question nationale. Une authentique lutte idéologique où les conservateurs ont souvent péché par le pragmatisme des inconscients en négligeant le rôle des idées, des idéologies, dans le fil de l'histoire. Il n'est pourtant pas aisé d'esquiver ce gros morceau de réalité : celui qui mène une lutte politique en mobilisant le lexique et les concepts de ses adversaires a perdu d'avance sa guerre. Voilà d'ailleurs une force de ce livre, qui n'évolue pas dans l'univers aseptisé de nos contemporains, effarouchés à l'idée de dire quelque chose qui ne soit pas une banalité à rajouter dans le dictionnaire des idées reçues. Les idées exprimées à demi-mots n'auront jamais que des demi-conséquences. Tant que les termes fondamentaux qui définissent le débat politique seront générés par le logiciel idéologique post-marxiste, avec son dispositif à culpabiliser les nations occidentales, aucun coup de barre significatif ne sera possible. Il faut élargir le domaine du pensable pour éviter que ne soient encore décevantes les tentatives de redres-

sement national, pour éviter de confondre des remèdes d'apothicaires avec la véritable thérapie de choc nécessaire au salut collectif. Rioufol croit reconnaître une révolution conservatrice qui traverserait les sociétés occidentales et qui s'inscrit « *en réaction au relativisme et au nihilisme de naguère pour privilégier les valeurs liées à l'identité et à la culture, et pour bousculer les postures bien-pensantes et les blocages intellectuels* »³⁷. Une révolution qui exigera autre chose qu'un conservatisme discret obsédé par les seuls livres comptables. Ce conservatisme devra assumer de fortes idées nationales pour restaurer chez elle la souveraineté de la France et lui permettre de s'assumer comme nation occidentale, ce qui passera entre autres par une réforme des critères d'admission à la nationalité pour éviter sa réduction administrative. À moins que l'intelligentsia pluraliste n'affirme que l'immigration ne soit appelée à ne connaître aucune limite, il faudra bien se questionner sur les critères qui permettront d'établir ces dernières. Il faudra aussi se questionner sur les critères permettant l'attribution de la citoyenneté pour éviter sa dépolitisation et son désinvestissement identitaire. Il y a là urgence et Rioufol envisage bien la dissolution de la France au bout de deux ou trois générations si rien n'est fait.

Bavardage cosmopolite et rééducation antiraciste vont normalement de pair. Ceux qui pratiquent le premier ont normalement subi la première. De mauvais esprits disqualifient souvent l'histoire de France avec son souci apparemment anachronique pour la cohésion nationale. C'était le cas récemment au Québec où Gérard Bouchard et Charles Taylor auront écrit bien du mal du vieux pays dans leur rapport-programme au service d'un multiculturalisme à la québécoise. Le Canada serait le modèle, la France, le contre-modèle. Mais loin d'incarner le contraire du bon sens, l'expérience historique française n'est pas sans quelques bonnes leçons pour la pensée québécoise, la première étant évidemment qu'une nation, pour se faire, pour se construire et se préserver, ne peut faire l'économie du politique, d'une certaine verticalité, malgré ce qu'en croient les pratiquants d'un démocratisme aplati absolument ignorants des conditions de l'existence historique d'une nation. « *La nation suicidaire peut être sauvée. Pour cela, il nous faut redevenir Français* »³⁸. Redevenir Français. Ce qui veut dire assumer l'histoire de France et restaurer la souveraineté qui l'incarne et par laquelle elle pourra se poursuivre. Ce qui veut aussi dire renoncer à la dissolution institutionnelle de l'identité française qui doit de nouveau s'incarner dans un corps politique distinguant ses membres de ceux qui ne le sont pas. Ce n'est pas déshumaniser l'étranger que de refuser de fabriquer à coup de tampons des Français de papier. Ce n'est pas non plus se fermer sur le monde que de refuser la digestion des souverainetés nationales dans l'idéalisme onusien. Si Nicolas Sarkozy n'était pas l'artisan d'une grande déception, on n'hésiterait pas à affirmer que son discours de

Bercy, un grand discours faisant enfin son tardif procès à Mai 68 pour en appeler à sa liquidation, avait le souffle nécessaire pour galvaniser ceux qui devront bien sortir de l'angélisme pour éviter la dissolution de nations qui disparaissent au jour où elles en viennent à croire à leur immaculée conception. C'est un patient travail de réfection du monde qui s'impose à ceux qui savent bien qu'une société doit trouver ses raisons communes dans autre chose qu'un catalogue de valeurs vite énumérées à partir des prescriptions du moralisme humanitaire. Il s'agira de reprendre pied dans le monde historique en prenant les décisions nécessaires pour refaire d'une société une nation, d'une destination touristique une collectivité historique. La transparence et le pouvoir sont deux notions qui ne s'accouplent pas très bien, à moins d'accoucher d'un radicalisme éthique qui n'est rien d'autre qu'un falsificateur de souveraineté. Or, c'est bien un usage résolu de la souveraineté qui sera nécessaire pour assumer les intérêts vitaux de la nation. Ce n'est pas sans raison que James Burnham disait du progressisme qu'il s'agissait de la philosophie des civilisations suicidaires. Aucune démocratie occidentale ne se déprendra de la mélasse multiculturelle sans renoncer à une existence virginale, sans consentir au mal nécessaire qui vient avec l'existence politique. Ivan Rioufol, avec son livre bien pensé et bien écrit, nous propose un petit guide pour nous désintoxiquer de l'air du temps.

Le tourisme idéologique de Jean Baubérot

Jean Baubérot, *Une laïcité interculturelle. Le Québec, avenir de la France ?* L'aube, 2008, 283 p.

Le récit de voyage au sein des paradis prolétariens fut un temps un genre littéraire. La formule était connue : un écrivain, la plupart du temps anti-anticommuniste, allait découvrir le dernier laboratoire idéologique à la mode, qu'il s'agisse de l'URSS, de la Chine ou de Cuba. Il en revenait plus souvent qu'autrement persuadé que l'avenir se construisait en un endroit bien précis du globe et qu'il était désormais nécessaire de s'en inspirer pour mondialiser la promesse progressiste d'une humanité enfin réconciliée avec elle-même. Dans plusieurs ouvrages de grande qualité, Paul Hollander a étudié le phénomène en parlant de tourisme idéologique, en remarquant d'ailleurs que si les destinations touristiques changeaient au fil du temps, le récit demeurerait néanmoins toujours le même, à quelques nuances climatiques près.

À sa manière, c'est à un exercice un peu semblable que se livre Jean Baubérot en partant au Québec à la recherche de l'avenir de la France. La page couverture annonce déjà le message avec une photo de groupe du Québec pluriel que l'on dirait sortie du département de la propagande du Conseil québécois des affaires interculturelles ou de n'importe quelle agence technocratique vouée à la diffusion de la rectitude politique. Baubérot est venu chercher au Québec ce qui manquerait à la France : une ouverture à la diversité sous le signe d'une laïcité interculturelle faite pour accommoder le majoritaire et le minoritaire dans une communauté politique réinventée sous le signe du multiculturalisme. Le Québec deviendrait-il le camp de vacance du multiculturalisme ?

L'ouvrage prend la forme d'un grand voyage dans le Québec au moment de la crise des accommodements raisonnables de 2006 à 2008 avec sa remise en question systématique du multiculturalisme. De manière générale, Baubérot prétend expliquer la crise des accommodements raisonnables à partir d'un regard extérieur, celui de l'observateur sympathique à la réalité québécoise qui prétend découvrir dans les contradictions du Québec l'invention d'un nouveau modèle de société à portée universelle. Mais l'enquête n'est aucunement menée de manière systématique. Baubérot s'y promène plutôt en questionnant le quidam pour qu'il lui livre ses angoisses identitaires, sa perception de l'immigration, son rapport au multiculturalisme. En trois sections, Baubérot fait le tour de la crise des accommodements raisonnables à partir d'une « enquête de terrain » au style « délibérément impressionniste » comme il l'écrit, où se multiplient les entrevues, conversations et discussions pour mieux comprendre ce qu'il nomme le « psychodrame identitaire québécois » – la formule elle-même est tendancieuse, et laisse croire que les Québécois n'auraient pas fait un procès légitime au multiculturalisme et qu'ils auraient plutôt révélé à travers la crise des accommodements raisonnables leurs propres hésitations identitaires.

La première section du livre, consacrée à « l'histoire d'un emballement » retrace au quotidien, dans un style un peu touffu pour ne pas dire un peu lourd, les pérégrinations du voyageur Baubérot qui multiplie les conversations pour éclairer son jugement sur les accommodements raisonnables. Il y donne rapidement son impression qui reprend la légende de l'incertitude identitaire des Québécois, qui, pour cela, percevraient trop rapidement la présence de « l'autre » comme une menace : *« j'aurai souvent l'impression, dans mon enquête, que certains Québécois éprouvent de la difficulté à percevoir le minoritaire pour lui-même, sans le considérer plus ou moins comme un complice, à son insu, de l'« Anglais » sûr de lui et dominateur »*. Ce propos de psychologue des âmes fragiles a le grand avantage de laisser son auteur multiplier les spéculations identitaires sans avoir à se rapporter à la réalité du multiculturalisme qui a radicalement transformé la société qué-

bécoise en deux décennies. On devine ici que Baubérot ne s'encombrera pas des statistiques linguistiques qui confirment la régression et la marginalisation du français dans la métropole québécoise ainsi que les ratés de l'intégration dans une société où les élites ont intériorisé l'idéologie de la repentance, laquelle invite nos sociétés à inverser le devoir d'intégration à travers la déconstruction de la nation en tant que communauté de mémoire et de culture. Baubérot préfère se fier à une « *sociologie par le bas, à ras de terre* » où il croit déceler un impensé de la condition québécoise : celui du minoritaire qui se méfie des autres minorités. Baubérot au pays des accommodés explore chaque controverse en illustrant par bien des conversations rapportées comment, chaque fois, les Québécois semblent bien mal comprendre ce dont il est question tant les subtilités de la diversité leur échappent.

Une même posture sera adoptée au fil de chaque controverse, passage à Hérouxville inclus. En deuxième section, le lecteur a droit à un questionnement sur les enjeux québécois de la diversité. Baubérot y approfondit sa réflexion sur les ambiguïtés québécoises, sur la fonction des médias dans la construction du multiculturalisme comme enjeu politique, sur les mutations de l'identité québécoise et sur l'invention ici d'un modèle apparemment original de laïcité ouverte qui devrait solliciter l'attention des étrangers. Selon Baubérot, les médias ne joueraient pas leur rôle dans la construction d'une représentation équitable de la diversité en laissant croire que la métamorphose de la société québécoise par le multiculturalisme serait problématique. L'auteur prétend néanmoins décomposer la crise des accommodements raisonnables à travers ses différentes dimensions, pour rendre à chacune sa juste mesure.

La troisième section est consacrée au Québec comme laboratoire du monde à venir. Il y a là tout pour alimenter le messianisme progressiste compensatoire auquel les intellectuels québécois s'abreuvent régulièrement : « *pour peu que le Québec s'assume comme passerelle, cesse de cultiver un certain nombrilisme narcissique, alors son rayonnement peut devenir sans commune mesure avec le nombre de ses habitants* ». La thèse est simple : malgré la crise des accommodements raisonnables, le Québec tâtonnerait pour découvrir en temps réel un modèle inusité de laïcité pluraliste, adapté à l'heure de la mondialisation multiculturelle. Baubérot n'a jamais fait mystère de son adhésion au multiculturalisme, ou comme on dit chez les experts-savants, au pluralisme identitaire. Il suffit d'ailleurs de consulter la liste des remerciements pour savoir quel Québec il a fait le choix d'écouter : Sirma Bilge, Denise Helly, Myriam Jézéquiél, Jocelyn Maclure, Marie MacAndrew, Fernand Ouellet, Daniel Weinstock et quelques autres, la grande majorité convaincue des vertus du multiculturalisme et qui se sont illustrés au cours de la crise des accommodements raisonnables en exigeant

qu'on destine les Québécois à une entreprise de rééducation thérapeutique pour les délivrer de leur identité nationale, nécessairement pathologique. On devine que c'est d'eux dont parle Baubérot lorsqu'il affirme qu'il « *est scandaleux que les intellectuels québécois ne soient pas plus connus et diffusés en France* ». Espoir paradoxal : on compte désormais sur les intellectuels québécois pour mener la rééducation mentale d'une vieille France qui resterait sourde aux sirènes de la « diversité ».

Le dernier chapitre de Baubérot est consacré à une défense du rapport de la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables qu'il semble considérer comme un véritable modèle de citoyenneté refondé dans la reconnaissance de la différence. L'auteur prend bien soin d'expliquer à la suite de ses collègues que le diagnostic de la commission Bouchard-Taylor était plein de bon sens, que le multiculturalisme fonctionne bien au Québec, et que « *gesticulations, coups médiatiques et votes incantatoires ne peuvent abolir cette réalité-là* ». Manière comme une autre de reprendre le diagnostic de la commission : le seul problème avec le multiculturalisme consisterait à croire qu'il cause des problèmes. Baubérot y reprend aussi le poncif selon lequel le « *Québec a un besoin vital d'immigrants* » et devra pour cela nécessairement les accommoder sans quoi plusieurs d'entre eux lui ont confié qu'ils étaient disposés à nouveau à l'exil pour trouver une société mieux disposée envers le multiculturalisme. Il faut ici constater que les déclarations d'appartenance au Québec des nouveaux arrivants sont souvent moins sincères qu'ils ne le proclament et qu'à leur différence, les Québécois, que l'on dit « de souche » n'ont pas de patrie de rechange, ce qui les incite peut-être à se préoccuper avec un peu plus de zèle de la seule dont ils disposent. Destination Québec accueillera pour un temps son lot de touristes idéologiques. Mais réjouissons-nous : les intellectuels se sont lassés de tous leurs paradis. Si les Québécois poursuivent la critique d'un multiculturalisme de plus en plus problématique sur le plan démocratique, l'économie touristique générée par les savants nomades à la recherche du bazar idéal n'enrichira pas trop les agences de voyage.

notes

1. Pascale Dufour, « Émeutes en France : le joug de la République », *Le Devoir*, 16 novembre 2005, A7.
2. Louis Pauwels, *La liberté guide mes pas*, Albin Michel, 1984, p. 33.
3. Éric Branca et Arnaud Folch, *Histoire secrète de la droite. 1958-2008*, Plon, 2008.

4. Parmi ces histoires bien faites d'une droite neutralisée, on lira Éric Zemmour, *Le livre noir de la droite*, Grasset, 1998 et Éric Branca, *Le roman de la droite : 1974-1998*, JC Lattès, 1998.
5. Pierre Manent, *La raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, Gallimard, 2006, Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme*, Mille et une nuits, 2002, Alain Finkielkraut, *L'ingratitude*, Québec-Amérique, 1999, Philippe Raynaud, *L'extrême-gauche plurielle*, Autrement, 2006.
6. Serge Audier, *La pensée anti-68*, La découverte, 2008.
7. Paul Yonnet, *Voyage au cœur du malaise français*, Gallimard, 1993, p. 58
8. Michel Wieviorka, « Penser le malaise », *Le Débat*, mai-août 1993, n° 75, p. 130
9. Parmi ceux-là, Ivan Rioufol, *La tyrannie de l'impudeur*, Anne Carrière, 2000, Ivan Rioufol, *Chroniques d'une résistance*, Le Rocher, 2005, Ivan Rioufol, *La République des faux gentils*, Le Rocher, 2004.
10. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, Fayard, 2007.
11. Christian Jelen, *La France éclatée ou les reculades de la République*, Nil Éditions, 1996.
12. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 58
13. *Ibidem*, p. 9
14. *Ibidem*, p. 25
15. *Ibidem*, p. 22-23
16. Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc*, Seuil, 1983, Pascal Bruckner, *La tyrannie de la pénitence*, Grasset, 2006, Jacques Ellul, *Trahison de l'Occident*, Calmann-Levy, 1975.
17. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 35
18. Gérard Noiriel, *À quoi sert l'identité nationale*, Agone, 2007, p. 133
19. Laurence de Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt et Sophie Wahnich, *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Agone, 2008, p. 21
20. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 10
21. Jean-Paul Rioux, *La France perd la mémoire*, Perrin, 2006.
22. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 83
23. Dans le chapitre final d'un récent ouvrage, Pierre-André Taguieff a bien décodé le logiciel immigrationniste avec sa prétention à soustraire au débat politique la question de l'immigration. Pierre-André Taguieff, *Les contre-réactionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*, Denoël, 2007, p. 559-593.
24. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 65
25. *Ibidem*
26. Jean Sévillia, *Le terrorisme intellectuel*, Perrin, 2004, p. 192.
27. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 67
28. Mark Steyn, *America Alone. The End of the World as we Know It*, Regnery Publishing, 2006.
29. Des légendes souvent entretenues, encore une fois, par la gauche idéologique des pays occidentaux. J'en prends ici pour exemple Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (dir.), *La fracture coloniale*, La découverte, 2006.

30. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 104
31. Bruce Bawer, *While Europe Slept*, Brodway Books, 2006.
32. Walter Laqueur, *The Last Days of Europe*, Thomas Dunne Books/St. Martin Press, 2007.
33. Ivan Rioufol, *La fracture identitaire*, cit., p. 38
34. *Ibidem*, p. 174
35. *Ibidem*, p. 171
36. *Ibidem*, p. 169
37. *Ibidem*, p. 200
38. *Ibidem*